



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 375

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Bruno Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. Ma question s'adresse à M. Claude Allègre.

Monsieur le ministre, vous nous avez habitués à de grandes déclarations tonitruantes sur le mode du mammoth dans un magasin de porcelaine ! (Sourires.)

Qu'il s'agisse de la gestion déconcentrée des personnels ou de la réforme de l'INSERM, vous multipliez les prises de position dans le seul but apparent de choquer et d'apparaître comme un ministre courageux n'hésitant pas à défier les conservateurs de tout poil. Encore faut-il ne pas reculer devant chaque obstacle, devant chaque grève. Au demeurant, le recul n'est pas un substitut à l'absence de concertation.

L'éducation, monsieur le ministre, est l'enjeu majeur de cette fin de siècle, à la croisée de tous les problèmes que doit affronter notre société: chômage, désagrégation du lien social, problèmes d'insécurité. Et cet enjeu mérite autre chose que le clonage de la méthode Charasse enrichie d'un peu d'ADN du mammoth. (Rires et applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Des déclarations, il y en a; des mesures, un peu moins !

Monsieur le ministre, votre politique se limite-t-elle à des déclarations intempestives, un peu gauches et, aux dires de certains, pas très adroites ?

Hier, la grève était-elle sans motif, ce que vous vous avez osé dire hier matin dans Les Echos, ou sans objet réel, ce que vous disiez ce matin dans Le Parisien libéré ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Allez, le mammoth !

M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Monsieur le député, la raison essentielle de la réforme que nous avons engagée est de pouvoir aller de Châlons-sur-Marne à Reims, sans passer par Paris, et d'assurer la gestion des enseignants à l'intérieur d'une académie, il n'est pas besoin de passer par la rue de Châteaudun. Cela permettrait d'éviter des délais et des erreurs.

Pour le reste, il est hors de question de changer les concours nationaux de recrutement, auxquels je suis personnellement très attaché, et les mouvements entre académies, qui se feront nationalement - mais ils ne concernent que 30 000 personnes.

Il est encore moins question de supprimer le baccalauréat, puisque nous lui avons même imposé des sujets nationaux.

Un problème philosophique se pose: devons-nous continuer à gérer une administration de 1 500 000 personnes de manière centralisée, ou faut-il, dans les règles de la République, auxquelles nous sommes très attachés, déconcentrer la gestion ? Cela suscite un vrai débat, car les avis sont partagés.

Quant à reculer devant des grèves, vous vous trompez d'époque ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et sur divers bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bourg-Broc](#)

Circonscription : Marne (4^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 375

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : éducation nationale, recherche et technologie

Ministère attributaire : éducation nationale, recherche et technologie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 février 1998, page 1033

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 février 1998